SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 4 AOUT 1903.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi modifiant la Loi d'organisation judiciaire du 18 juin 1869 et augmentant le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles.

(Voir les nos 202, 207, session de 1902-1903, de la Chambre des Représentants, et 80, même session, du Sénat.)

Présents : MM. DUPONT, Président-Rapporteur ; DE LANTSHEERE, Vice-Président ; BRAUN, CLAEYS-BOUÛAERT, le BARRON ORBAN DE XIVRY, ROBERTI et WIENER.

MESSIEURS,

Des plaintes se sont produites contre les retards apportés à l'expédition régulière des affaires civiles et correctionnelles devant nos Cours d'appel. L'arriéré considérable de la Cour d'appel de Bruxelles a été tout spécialement signalé et critiqué, à diverses reprises.

Le Gouvernement, désireux de mettre fin à cette situation fâcheuse pour les justiciables, a chargé, le 10 juin 1903, une Commission spéciale, composée presque exclusivement de magistrats, de rechercher les moyens de la faire cesser ou tout au moins d'y remédier.

Le Projet de cette Commission, en ce qui concerne les Cours d'appel, a été admis successivement par le Gouvernement et à l'unanimité par la Commission de la Chambre des Représentants.

Il n'a été apporté au texte primitif que des modifications sans importance, destinées à le compléter et à le rectifier sur des points de détail.

Le Projet de Loi n'a donné lieu à la Chambre qu'à de courtes explications du Ministre de la Justice. Il a été adopté par 91 voix contre 15 et 13 abstentions.

Votre Commission propose au Sénat de le voter sans modification.

Sans doute, des craintes ont été exprimées, en dehors de la Chambre,

sur les résultats de la loi. On s'est notamment demandé si l'augmentation proposée ne sera pas insuffisante et si le travail conféré aux magistrats de la Cour de Bruxelles ne sera pas excessif.

Les explications données à la Chambre par l'honorable Ministre de la Justice permettent d'espérer qu'il n'en sera pas ainsi. L'augmentation indéfinie des corps judiciaires n'est pas, comme il l'a fait observer avec raison, sans présenter des inconvénients réels.

Au surplus, la loi projetée n'a que le caractère d'un essai, et si les résultats désirés ne sont pas obtenus, il sera toujours possible de la compléter par de nouvelles mesures, dont l'expérience démontrerait la nécessité.

Le personnel de la Cour d'appel de Bruxelles comprendra désormais un président de chambre, un conseiller et un avocat général en plus. Cette augmentation permet la création d'une septième chambre, parce que le minimum des membres de chaque chambre est abaissé au chiffre de six conseillers.

Le Projet de Loi introduit une autre innovation, destinée à faire disparaître l'arriéré correctionnel de nos Cours d'appel. Les chambres civiles de chaque Cour seront tenues, sur la réquisition du Procureur général, dès qu'il se sera formé un arriéré, dans les conditions de l'article 209 du Code d'instruction criminelle, de tenir, chaque quinzaine, une audience correctionnelle supplémentaire.

On a fait observer que, d'après l'article 209 prémentionné, la disposition sera applicable, et il y aura arriéré dès que les affaires ne seront pas jugées dans le délai d'un mois depuis l'appel. Ce délai paraît un peu court et il sera peut-être difficile de l'observer rigoureusement.

Enfin le Gouvernement propose de confier au premier Président le soin de désigner celle des chambres de la Cour qui remplira les fonctions de chambre des mises en accusation.

Votre Commission approuve cette mesure, qui permettra de décharger la chambre correctionnelle, en cas d'encombrement de son rôle. De plus, les mêmes magistrats ne seront plus, quand cette disposition sera appliquée par le premier Président, appelés à connaître des mêmes affaires comme juges d'instruction et comme juges définitifs. C'est là un résultat très heureux de l'innovation proposée.

Le Président-Rapporteur,
ÉMILE DUPONT.